

# Couac belge en faveur de l'Arabie saoudite

DIPLOMATIE Les Affaires étrangères n'ont pas vu le piège du vote par consensus à l'ONU

► La Belgique a soutenu l'Arabie saoudite en Commission de la condition de la femme de l'ONU.

► Attaqué au Parlement, Didier Reynders doit revoir la procédure diplomatique pour éviter de nouveaux dérapages.

**O**ups ! Un vote belge en faveur de l'entrée de l'Arabie saoudite dans la Commission de la condition de la femme de l'ONU : voilà qui fait mauvais genre pour un pays qui se veut à la pointe du combat pour les droits humains. Pourtant, c'est ce qui s'est passé en début de semaine, lorsque 47 des 54 Etats membres du Conseil économique et social des Nations unies, dont la Belgique, ont soutenu l'Arabie saoudite. Rarement, le Premier ministre aura reçu tant de questions sur un sujet à la Chambre : il en tout jeudi ! Ambiance des grands jours...

Et ce d'autant que, la veille, en commission des Relations extérieures, le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, s'était montré évasif, au nom du secret du vote : « *Je n'étais pas au courant qu'un vote allait intervenir. Nous suivons la procédure classique de "clean slate", c'est-à-dire le respect du fait qu'il y avait autant de pays que de sièges à pourvoir. Si cela n'avait pas été le cas, notre choix n'aurait certainement pas été en faveur de l'Arabie saoudite.* »

Jeudi, le Premier ministre Michel déclarait, lui, clairement que notre pays a appuyé ce vote pro-Arabie saoudite. Précisant : « *Nous avons été informés en urgence de ce vote, nous n'avons eu que quelques heures pour y répondre. Je regrette ce vote. Si c'était à refaire, le gouvernement aurait plaidé pour qu'il n'y ait pas le soutien (à l'Arabie saoudite). J'ai donné des instructions afin qu'à l'avenir, l'appréciation politique de ce type de dossier ait lieu au plus haut niveau.* »

Il n'en fallait pas plus pour que l'opposition attaque. Défi jugeait la responsabilité de Didier Reynders engagée, évoquant un potentiel « *dysfonctionnement au sommet de l'Etat* » ; Ecolo estimait le ministre des Affaires étrangères désavoué par le Pre-

mier ministre ; et le PS épinglait le « *mensonge* » du chef de la diplomatie et réclamait sa « *démision* ». Plusieurs appelant à un changement de politique vis-à-vis de l'Arabie saoudite.

Comment expliquer cet imbroglio belge ?

## Regrets

Des sièges étaient à pourvoir au sein de différents organismes de l'ONU, dont la Commission de la condition de la femme. Traditionnellement, comme l'a précisé Charles Michel à la Chambre, « *il est très courant que la désignation de pays se passe sans vote lorsqu'il y a autant de candidats que de postes à pourvoir* ». Et cela via la procédure de « *clean slate* », sorte d'acceptation par consensus. Mais en l'occurrence, les Etats-Unis ont réclamé ce vote. Pourquoi ? Certains soupçonnent l'administration Trump de vouloir mettre en difficulté l'ONU (lire ci-contre).

Reste que le vote a eu lieu. Dès lors, précisait Didier Reynders dans un communiqué jeudi en début de soirée, « *les services et collaborateurs des Affaires étrangères ont appliqué de manière très professionnelle la procédure*

*normale* », ce fameux « *clean slate* », donc l'approbation automatique quand il n'y a qu'un pays candidat par poste à pourvoir. Et le ministre répète : « *Je n'étais pas personnellement au courant de la procédure de vote en cours.* » Même si, selon *De Standaard*, son cabinet l'était.

Durant la nuit (vers minuit nous dit-on), les Affaires étrangères ont en fait reçu un mail concernant le vote à venir. Il fallait répondre dans « *un délai de quelques heures* », selon les propos du Premier ministre à la Chambre. Et « *l'administration et les collaborateurs de Didier Reynders* », nous glisse-t-on, ont répondu par le feu vert automatique. Malgré le fait qu'« *Arabie saoudite* » et « *droits des femmes* » apparaissaient côte à côte...

« *Un couac* », reconnaît-on au sommet du gouvernement. Le Premier ministre a d'ailleurs clairement exprimé son « *regret* » à la Chambre et sa volonté qu'un tel soutien à l'Arabie saoudite ne se reproduise plus. Jeudi soir, Didier Reynders disait aussi « *com-*

*prendre les réactions et la com-* motion suscitées » et « *regretter vraiment cette situation* », voulant « *tout faire pour l'éviter à l'avenir* ». Autant de propos assez inhabituels de la part des leaders MR, preuve, tout de même, de la délicatesse de la situation, et de la nécessité d'éteindre immédiatement l'incendie.

(Maigre ?) consolation : le couac ne concerne pas que notre pays. En provoquant un vote surprise, l'administration américaine a en effet mis plus d'un pays européen dans l'embarras : jeudi, à peu près en même temps que Charles Michel était bombardé de questions au Parlement belge, un ministre suédois était interpellé sur le même thème dans sa propre assemblée. Mais la Belgique devra tout de même redoubler d'efforts dans la défense des droits de la femme pour redorer son blason...

## Procédure modifiée

Le couac avoué et identifié, encore faut-il adapter la procédure pour en éviter de nouveaux. Désormais, plus question de procédure diplomatique automatique : il faudra une approbation politique. « *J'ai donné instruction aux postes diplomatiques ainsi qu'à mes collaborateurs*

*pour changer la procédure afin que ces situations soient systématiquement portées à la connaissance personnelle du ministre et du gouvernement*, précise Didier Reynders dans son communiqué. *Je vais proposer cette procédure au kern* (conseil ministériel restreint, NDLR) *de ce vendredi.* »

Autrement dit : lorsqu'une telle situation se représentera, le ministre des Affaires étrangères, voire le gouvernement, devra en être personnellement informé et assumer la réponse à donner. Pour pouvoir présenter sa proposition au kern ce vendredi matin, Didier Reynders a annulé in extremis sa participation ce jour au conseil des ministres européens de Malte, qui se penche sur le délicat dossier de l'adhésion turque à l'Union.

Reste cette question : Didier Reynders, dont le nom est par ailleurs évoqué dans le dossier Kazakhgate, est-il désormais fragilisé ? Dans les partis de la majorité, on ne le voit manifestement pas ainsi, malgré les attaques de l'opposition. D'ailleurs, les vice-Premiers n'ont pas été

vraiment impliqués dans l'affaire, preuve de sa gravité poli-

tique jugée relative. Certes, reconnaît-on dans un des principaux cabinets du gouvernement, « *les dernières 24 heures, ce n'est pas top pour Didier Reynders* ». Mais on ajoute en riant : « *C'est un vieux briscard de la politique. Il en faut plus pour le fragiliser. C'est un paquebot. On aura tous démissionné qu'il sera encore là, lui, à nous faire signe sur le pont !* » ■

MARTINE DUBUISSON

## GÉOPOLITIQUE

### Le jeu trouble de Washington

Et si, parmi les 47 votes ayant catapulté l'Arabie saoudite à la Commission onusienne de la condition de la femme, se cachait celui des Etats-Unis ? Impossible d'en avoir le cœur net, la diplomatie américaine restant muette comme une carpe. L'hypothèse n'a pourtant rien de fantaisiste. Après avoir voué Riyad aux gémonies pour ses responsabilités dans les attentats du 11-Septembre, Donald Trump devenu président a viré sa cuti : il voit dans le régime wahhabite un allié incontournable, face à deux ennemis jurés, Daesh et l'Iran. Les généraux dont il s'entoure lui ont vite expliqué l'importance de retisser une étroite collaboration avec le trône saoudien, après le froid glacial des années Obama. Le 19 avril, de passage à Riyad, le secrétaire à la Défense Jim Mattis déclarait qu'il était « *de l'intérêt* (de Washington) *de voir une Arabie saoudite forte* ». Et évoquait la visite prochaine de Donald Trump himself dans la péninsule arabique.

En jeu, de juteuses ventes d'armes, validées par le Congrès fin 2016 (1,15 milliard de dollars), qui étaient jusqu'alors conditionnées à un meilleur bilan en matière de droits de l'homme, du moins sous l'ère Obama. Trump, en outre, vient d'ordonner au département d'Etat de sabrer un milliard de dollars dans la contribution américaine aux programmes de développement onusiens, dont une grande partie soutient la cause des femmes sur la planète.

MAURIN PICARD, À NEW YORK